

Synthèse

**Consultation des actrices·eurs culturel·les ayant été subventionné en 2020
dans le secteur des arts vivants autour de l'impact et des perspectives liés à
la crise du COVID-19**

Birchler Bastien

Avec la collaboration de **Martin Camenisch** et **Caroline Deniel**

06.11.2020

INTRODUCTION

Ce document se veut une synthèse du rapport « Consultation des actrices·eurs culturel·les ayant été subventionné en 2020 dans le secteur des arts vivants autour de l'impact et des perspectives liés à la crise du COVID-19 ». Il vise à en restituer quelques tendances saillantes. Nous renvoyons les lecteurs au rapport pour un approfondissement sur les questions et thématiques abordées. Cette synthèse est articulée en trois parties : Impact, Constat et Perspectives.

IMPACTS

Les catégories les plus durement touchée par la crise liée au Covid-19 sont en premier lieu les actrices·eur·s dont les activités sont très liées à des événements se déroulant après le 1er mars ainsi que ceux et celles ayant des activités à l'international. Ces dernier·e·s ont senti cette crise arriver et ont vu leur activité brutalement stoppée. Les restrictions liées aux déplacements sont considérées comme un enjeu majeur de la période pour plus de 60 % des personnes interrogées car elles mettent directement en péril les tournées des artistes.

75 % des acteurs interrogés ont annulé la totalité des événements qui devaient avoir lieu durant cette première période de confinement. La plupart ont pu payer les personnes embauchées sur les projets prévus, même si ceux-ci n'ont pas eu lieu.

Concernant les aides et les soutiens à la culture, les personnes interrogées sont dans l'ensemble reconnaissantes de l'engagement des pouvoirs publics, particulièrement en regard de la situation dans d'autres pays européens. Il est cependant difficile pour la majorité d'entre eux·elles de dire aujourd'hui si ces aides seront suffisante pour permettre la poursuite de l'activité. De plus, l'accès à ces aides se révèle compliqué pour un grand nombre d'acteurs·trices, notamment celles et ceux qui ne disposent pas de personnel administratif. Certains·nes acteurs·trices culturels·les n'avaient, à l'heure de cette consultation, pas reçu de précision concernant l'ampleur des aides et ont donc fait part de leur extrême préoccupation et de leur impossibilité totale de se projeter dans l'avenir.

Les liens avec les collectivités publiques apparaissent comme l'enjeu majeur pour plus de 80 % des personnes interrogées dans ce contexte de crise. Globalement, le lien avec la ville comme partenaire semble être assez resserré puisque plus de 60 % des acteurs·trices interrogées ont exprimé avoir maintenu des relations avec la ville durant cette période.

Pour un grand nombre d'acteurs·trices interrogées, cette crise met en évidence la **précarité** du milieu. Cette précarité est comparée par certain·e·s à celle qui caractérise le secteur de l'économie domestique informelle (visibilisée dans les médias avec ces files de nécessiteux attendant de l'aide alimentaire). Cette précarité dépend fortement de l'ancrage institutionnel. Les institutions financées en partie par de l'argent public se perçoivent comme relativement privilégiées. Il y a également d'importantes disparités selon les domaines culturels, les musicien·ne·s semblant être la catégorie la plus touchée et la plus précaire. Globalement, l'incertitude domine quant à l'avenir. Selon le domaine d'activité, entre 16 % et 37 % des personnes interrogées voient leur activité mise en péril par la crise et la grande majorité envisagent une baisse sensible de leur activité suite à la crise. Plusieurs d'entre eux·elles nous disent la difficulté de mesurer l'impact financier dans la mesure où celui-ci ne se fera réellement sentir que l'année prochaine.

Difficulté également liée au traumatisme que représente l'annulation brutale d'activités sur lesquelles travaillaient des équipes entières durant des mois, voire des années ou encore le fait d'être témoin de la détresse des pairs perdants leurs situations.

Certains·nes acteurs·trices culturels·les organisateurs·trices de festivals nous ont fait part des difficultés posées par la répartition des compétences entre canton et ville. Certains·es en effet ne disposaient pas de relais au niveau cantonal. Alors que la ville soutient les festivals, c'est le canton qui est en charge des questions liées à la santé.

Avec l'annulation en chaîne des grands festivals avec leurs marchés, où se négocient l'essentiel des productions qui tournent ensuite, les professionnels de la branche ont été soumis à une pression croissante.

Le constat est fait d'une violente surcharge de travail pour les personnes s'occupant de l'organisation de l'activité. Une lassitude est ressentie lors de la reprise de l'activité devant les contraintes liées à la sécurité sanitaire et au fait d'être responsables du respect strict des nouvelles consignes.

Cette crise a amené une profonde réflexion sur les conditions de travail chez les artistes. Ce ralentissement imposé a permis à tous les artistes « qui tournent », c'est-à-dire qui sont submergé de travail de prendre une grande respiration, de suspendre leur course effrénée et d'en ressentir un soulagement. Un constat partagé par de nombreux·ses acteurs·trices est que la crise et le confinement ont aggravé les inégalités sociales, entre ceux qui ont trop de travail et ceux qui n'en n'ont pas assez.

Face à cette situation sans précédent, la solidarité s'est organisée et de nombreux responsables culturels ont redoublé d'activité en termes de partage d'information et de communication avec les partenaires de leur réseau professionnel. Les relations au sein des équipes sont un enjeu majeur de cette période pour plus de la moitié des personnes interrogées.

Si dans son ensemble, le secteur tient pour l'instant, les inquiétudes iront croissant à mesure que la crise perdure.

CONSTATS

Ré-assertion radicale de l'ensemble des acteurs·trices culturel·le·s sur la **fonction /la raison d'être du spectacle vivant, et de la culture** plus largement, à savoir, rassembler les personnes, jouer un rôle de connecteur et de mélangeur social, lutter contre ce que certain·e·s qualifient « d'enfermement communautaire ».

L'adaptation aux normes sanitaires figure au deuxième rang des enjeux majeurs de la période pour les personnes interrogées. L'accessibilité à la culture par le plus grand nombre est elle aussi une préoccupation de premier ordre pour nombre de personnes interrogées. Si pour certains·nes acteurs·trices, le transfert de leurs activités sur un plan numérique a en partie fonctionné, permettant de toucher un (petit) public, ils·elles doutaient de la pérennisation de ce « public numérique » et déploraient la perte d'un public plus diversifié, parfois moins rompu à l'utilisation des outils numériques. Un appel émerge à analyser la situation et ses conséquences en se demandant ce qui nuit le plus, qui représente le plus grand danger pour la société, la propagation de ce virus, ou la violence domestique et systémique, l'isolement. De la même manière que des questions se posent dans le milieu hospitalier, menant à un arbitrage entre isolement sanitaire et conséquences médicales de ces procédures d'isolement, certain·e·s appellent de leur vœux une réflexion similaire par rapport à la culture (arbitrage entre urgence sanitaire et sociale) pour notamment tenir compte des implications de la fermeture des salles ou de la réduction des jauges (5/50/100 personnes, cela change beaucoup).

Les outils numériques ont permis de pallier aux restrictions imposées en permettant la poursuite de l'activité. Certains·es acteurs·trices ont découvert des possibilités qu'offraient le télétravail pour parfois gagner en efficacité, minimiser certains déplacements inutiles et augmenter sensiblement le sentiment d'autonomie des travailleurs·euses. Un bémol partagé concerne la gestion relationnelle du travail en équipe, passablement compliquée à distance. Certains·nes des acteurs·trices culturel·les interrogés invoquaient également un manque d'équipement pour basculer sur des propositions numériques.

L'adaptation des propositions artistiques aux mesures sanitaires a sans nul doute été un autre enjeu majeur de la période. Celle-ci s'est faite dans un contexte d'urgence. Certains artistes qui travaillaient déjà avec les technologies numériques et les outils de la réalité virtuelle ont pu continuer de développer leur travail beaucoup plus facilement. D'autres, qui travaillaient en explorant d'autres formes de création, comme des spectacles en extérieur, ou encore des spectacles avec petites jauges, parfois en dehors des salles se sont également retrouvé plus libre de travailler et beaucoup plus sollicité par les programmeurs. Quand il est question de recours au « numérique » dans la création, c'est le recours à la vidéo qui a été le plus courant.

De nombreux·ses acteurs·trices culturels·les ont par contre pris le parti d'annuler plutôt que d'adapter des projets trop loin de ce que les normes à respecter ne permettaient. Dans ce sens, l'antinomie a encore été soulignée par ceux-ci entre le virtuel et les arts vivants. Le constat de l'atteinte que représente cette crise au lien social a été rappelé et plusieurs acteurs·trices culturels·les ont même mis cet axe en avant comme structurant pour le travail artistique. Certains·nes ont revendiqué leur décision de ne pas proposer à tout prix des contenus virtuels comme un choix, fruit d'une résistance à l'extension progressive du domaine du virtuel vécue comme empiétant sur ce qui fait l'essence des arts vivants. Le parti a été pris de faire une vraie pause, tant que ça ne durait pas trop longtemps. On nous rapporte également une crainte du fait que les écrans interposés (Vs le présentiel) favoriseraient une radicalisation du débat, une tendance à boycotter plutôt que d'apprendre à nuancer ses discours pour permettre le débat public.

Parmi les personnes interrogées, la **question écologique** fait sans aucun doute partie des enjeux qui doivent être désormais pris en compte par le milieu de la culture et son économie. Dans ce sens, **une critique du système** de reconnaissance et de promotion de l'art se donne largement à entendre. En effet, un artiste pour faire carrière doit donner à son travail un rayonnement international. C'est dans cette exposition internationale, et plus particulièrement dans les quelques places (villes) qui, stratégiquement ont une importance de premier plan dans les domaines artistiques respectifs que l'artiste parviendra à faire valider son travail et augmenter sa cote. Au rang des espoirs découlant de cette crise, la réflexion autour du modèle économique de la culture figure en première place. De nombreuses personnes interrogées appellent à une transformation de ce paradigme vers une prise en compte des enjeux écologiques et une réduction de transports.

PERSPECTIVES

En matière de **craintes**, les acteurs·trices culturel·le·s redoutent le fait que l'importance de ce secteur ne soit pas pleinement reconnue par la population et que cela risque de peser au moment des choix radicaux à opérer dans les budgets. Car en dépit de discours rassurant de la part du politique, certain·e·s acteurs·trices redoutent de sévères coupes dans les budgets si la situation perdure. Ils·elles craignent parfois une approche utilitariste de la culture (qui ne serait considérée que par son apport à l'innovation, au lien social par exemple). Enfin, certain·e·s regrettent un manque d'expertise spécifique dans la gestion culturelle (prise en compte les particularités des domaines culturels).

Constat de certains artistes et responsables culturels d'une inflation de professions péri-artistiques (entendu par-là l'ensemble des métiers qui gravitent autour de la création artistique et la gèrent > administrateurs, programmeurs etc) qui mobilisent l'essentiel des ressources allouées au milieu culturel parfois au détriment des artistes eux-mêmes.

Même si la « soif de culture » a été ressentie lors du déconfinement et de la réouverture partielle des lieux culturels, le retour du public dans les lieux culturels pose question et semble loin d'être évident.

Au rang des pistes suggérées, de nombreux·se·s personnes interrogées ont relevé que ce sont les structures de taille restreintes et développant leurs activités essentiellement sur un plan régional qui étaient le mieux positionnées pour faire face à cette crise (pour réagir et s'adapter en fonction d'une situation très changeante et pour continuer de proposer une offre à un public local).

Des pistes de transformation suggérées seraient, pour initier une transformation du système, de repenser le modèle de soutien aux artistes, notamment par des instances comme pro-helvetia qui favorisent ce système de reconnaissance internationale. Pro-helvetia (et tous les organismes en charge du soutien aux artistes) pourraient par exemple encourager des circulations plus locales, privilégier les transports ferroviaires etc.

Certaines institutions ont choisi de « jouer leur rôle de ressort de vie et d'économie pour tout un terreau de métiers » en assumant le fait de continuer à soutenir la création, les répétitions, et en mettant de côté la question de la présence du public, habituellement centrale dans leur organisation.

De nouvelles idées surgissent de « rebattre les cartes », repenser l'accès à la culture, envisager la gratuité. Les ressources risquent de diminuer fortement. Certains acteurs·trices appellent à « aller à l'essentiel », se demander qu'est ce qui est aujourd'hui essentiel, en termes de création comme en termes d'organisation du travail ? Certain·e·s envisagent la mutualisation des salles sous utilisées par exemple.

L'abondance de l'offre a pu faire penser au public qu'aller à des événements live était un acte banal. Cette crise a pu faciliter une prise de conscience du contraire. Plusieurs responsables culturels ont souligné l'opulence de l'offre culturelle à Genève et le problème de dissolution des moyens que cela pose. Certains responsables nous ont dit avoir envie suite à cette crise de réduire l'offre. Parmi ceux-ci et concernant plus particulièrement le domaine du cinéma, une proposition émerge de mettre plus de moyens dans la promotion afin de concurrencer des blockbusters qui s'imposent en grande partie grâce aux moyens importants dont dispose l'industrie dans ce secteur.